



---

# LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Novembre 2017 – n°78

## SOMMAIRE

<b>Relance européenne : réforme ou refondation ?</b> <i>par Bruno VEVER</i>	P. 2
<b>Où est l'Europe ?</b> <i>par François-Xavier BELLEST</i>	P. 7
<b>Europe et Entreprises à la veille d'un nouveau débat européen</b> <i>par les administrateurs d'Europe et Entreprises</i>	P. 9
<b>Souveraineté et citoyenneté face aux eurosceptiques : argumentaire d'Europe et Entreprises</b>	P. 10



---

## Relance européenne : réforme ou refondation ?

Bruno VEVER

---

Six mois après l'élection d'Emmanuel Macron et ses promesses de relancer l'Europe, les lignes ont commencé à bouger mais les perspectives restent incertaines : face à son volontarisme refondateur, le réformisme de Jean-Claude Juncker se veut pragmatique, tandis qu'Angela Merkel, difficilement reconduite à la tête d'une nouvelle coalition, fait durer le suspense.

### **Les propositions Macron : une refondation volontariste ancrée sur l'euro**

Dès sa campagne, il était apparu comme le plus européen des onze candidats, ne manquant pas d'élan pour relancer l'Europe, alors même que huit au moins des autres ne cachaient pas un euroscepticisme affirmé voire militant.

Ce faisant, Emmanuel Macron n'ignorait pas qu'une condition préalable pour redonner à la France toute sa crédibilité vis-à-vis de nos partenaires, en premier lieu l'Allemagne, était d'activer les réformes nationales pour renouer avec nos engagements européens. D'où sa volonté pressante, quitte à paraître forcer la main de sa majorité, de ramener dès 2017 le déficit public dans les clous du 3%, tout en activant du même pas l'adoption des réformes sociales (cf. ordonnances réformant le code du travail) et fiscales (cf. hausse de la CSG, réforme de l'ISF).

Quant aux propositions concrètes pour relancer l'Europe, il aura fallu attendre, par-delà sa profession de foi réaffirmée en juillet au Congrès de Versailles, son « Initiative pour l'Europe » présentée le 26 septembre à la Sorbonne avec trois objectifs européens : souveraineté, unité, démocratie.

Premier objectif : une Europe souveraine, qualificatif qu'il n'entend pas abandonner aux « souverainistes ». Ceci implique une sécurité commune : un budget de la défense, une force d'intervention, mais aussi de protection civile, un renseignement mis en commun, un parquet pénal européen, une police des frontières, un office européen d'asile. Ceci suppose aussi de renforcer la cohésion interne : une Commission européenne recentrée à 15 membres, un budget de la zone euro s'appuyant notamment sur une taxe carbone, une agence européenne d'innovation technologique et numérique. Il faut enfin rééquilibrer la politique extérieure, avec une politique commerciale plus transparente et plus exigeante en réciprocité comme sur le plan social et environnemental, et un nouveau partenariat euro-africain de développement face aux migrations.

Second objectif en parallèle : une Europe unie. Comme le rappelait Jean Monnet, l'objectif est d'unir les hommes. Or les succès de l'euroscepticisme dans l'opinion rappellent tous les retards en ce domaine. Il faut donc compléter le marché unique par un encadrement social et fiscal encore embryonnaire voire inexistant, et subordonner les aides européennes au respect de telles règles communes, avec une harmonisation de l'impôt sur les sociétés et avec des salaires minimaux dans tous les Etats membres. Il faut aussi promouvoir une culture commune, avec des séjours systématiques des jeunes Européens dans un autre pays membre pendant six mois, contribuant à



développer le bilinguisme, et l'affirmation de grandes universités européennes, ainsi qu'une meilleure reconnaissance mutuelle des diplômes.

Troisième objectif lié aux deux autres : une Europe démocratique. La construction européenne s'est longtemps faite dans le secret des dirigeants et des initiés, mais les peuples ne l'acceptent plus. Il s'agit donc, comme annoncé à Versailles, d'ouvrir un vaste débat public au sein de « conventions démocratiques » tout au long du premier semestre 2018 dans les pays européens volontaires pour les organiser. Ce débat préparera et appuiera les travaux d'un groupe intergouvernemental de refondation européenne qui associera, avec les institutions européennes, tous les Etats désireux d'aller ensemble plus vite et plus loin. Par ailleurs, proposition est faite, pour les élections européennes de 2019, d'inaugurer des listes transnationales sur le quota libéré par les britanniques.

Au total, on retiendra de l'initiative Macron un plaidoyer vibrant et riche en propositions, voulant concilier esprit européen, débat public et implication intergouvernementale. Une ombre en contrepoint de ce retour affirmé de la France sur la scène européenne : l'attentisme des autres Etats membres, au premier rang desquels l'Allemagne certes très occupée par ses propres élections nationales. Mais un attentisme qu'on ne pourra pas reprocher à la Commission européenne, qui aura présenté le même mois sa propre contribution, avec ses propres tonalités.

### **Les propositions Juncker : une réforme communautariste pour tous**

Le président de la Commission aura soigneusement préparé la présentation de ses propositions, précédées dès le 1<sup>er</sup> mars par un « Livre blanc sur l'avenir de l'Europe à l'horizon 2025 » soumettant au débat public son analyse de cinq scénarios alternatifs : s'inscrire dans la continuité, ou rien d'autre que le marché unique, ou ceux qui veulent plus font plus, ou faire moins mais de manière plus efficace, ou faire beaucoup plus ensemble. Pareille manipulation du rubik cube européen aurait certes risqué, en s'éternisant, de rappeler le « si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé » d'Alan Greenspan. C'est donc avec la claire intention d'arbitrer ces scénarios qu'il a présenté le 14 septembre ses propositions au Parlement européen.

D'emblée, la tonalité est plus optimiste qu'il y a un an, quand le coup de tonnerre du Brexit avait tétanisé les esprits. Se félicitant du redressement de l'économie, de l'emploi et des finances publiques, Jean-Claude Juncker entend tirer parti de cette embellie pour redéployer la voile avec plusieurs objectifs : une ouverture commerciale à la fois élargie mais plus réciproque, une stratégie industrielle plus commune face aux changements technologiques, une exemplarité mondiale sur l'environnement, une sécurité numérique accrue, une solidarité et une aide au développement renforcées face aux tensions migratoires.

Concernant les modalités de relance, il ne cache pas sa préférence à utiliser toutes les potentialités de réformes autorisées par les traités actuels, plutôt que rouvrir sans précaution ceux-ci, au risque de compromettre ce qui fonctionne sans réussir à améliorer le reste. Façon de dire : changeons de conduite plutôt que de véhicule...

De même, il affiche une grande méfiance à l'encontre d'une Europe à plusieurs vitesses, risquant de refouler en seconde classe les droits, les emplois, les conditions sociales et de sécurité de nombreux Européens. Ce faisant, il entend se présenter en garant d'un équilibre entre le nord et le sud comme, et tout particulièrement, entre l'est et l'ouest, refusant toute hémiplogie continentale. L'euro lui-même,



avec son encadrement financier, économique et social restant à compléter, ne doit pas être l'ancrage de quelques-uns mais la monnaie et la garantie de tous.

Ses principales propositions de réformes sont ainsi centrées sur des points certes sensibles mais bien ciblés :

- . généraliser le vote majoritaire, ce que permet le traité si une unanimité en décide,
- . créer un fonds de garantie significatif appuyant l'euro,
- . ouvrir une nouvelle ligne budgétaire spécifique euro dans le budget européen,
- . impliquer les députés européens de la zone euro dans les débats les concernant,
- . créer un ministre des finances de la zone euro, membre aussi de la Commission,
- . initier une Europe de la défense et de la sécurité dotée de moyens intégrés,
- . insérer de premières listes transnationales aux prochaines élections européennes,
- . fusionner la présidence du Conseil européen et celle de la Commission.

On ne saurait dénier aux propositions Juncker leur cohérence, à défaut sans doute d'escompter aujourd'hui réunir sur elles le consensus politique requis. En particulier, on imagine mal les dirigeants des Etats, à commencer par Emmanuel Macron, s'entendre sur sa dernière proposition, un rien provoquante. Mais sans doute s'agit-il là de la réponse de l'avocat bénéluxien d'une approche communautaire à l'avocat français d'une approche intergouvernementale, autrement dit du berger à la bergère.

### **Le positionnement Merkel : une position d'arbitre avec des marges réduites**

Pour sa part, Emmanuel Macron n'aura pas ménagé depuis son élection les signes de rapprochement avec l'Allemagne. Son premier déplacement présidentiel réservé à Berlin, le choix d'un conseiller diplomatique, Philippe Etienne, jusque là ambassadeur en Allemagne, et ancien représentant permanent auprès de l'Union européenne, le portefeuille de l'économie et des finances confié à Bruno Le Maire, rare Français germanophone, proche de son homologue allemand, l'hommage conjoint avec Angela Merkel rendu à Helmut Kohl dans l'hémicycle de Strasbourg, la mise en valeur d'une complicité réaffirmée lors des différents sommets ayant suivi l'élection, tout ceci indiquait bien la voie privilégiée qu'entendait prendre le président de la France en marche. Et au Congrès réuni à Versailles, Emmanuel Macron avait annoncé une initiative européenne franco-allemande au cours des prochains mois.

Mais c'est à sa seule initiative et sous sa seule responsabilité qu'Emmanuel Macron aura fini par présenter, au surlendemain des élections allemandes, ses propositions européennes. Il aura bien saisi cette occasion pour rappeler la déclaration Schuman de 1950 à l'origine de la construction européenne, comme le traité de l'Elysée de 1963 avec Adenauer. Et il n'aura pas manqué d'invoquer une nouvelle impulsion franco-allemande pour relancer l'Europe. Mais force est de constater que, contrairement aux références historiques citées comme à l'annonce faite à Versailles, cette impulsion commune reste à ce jour une page blanche. Et écrire cette nouvelle page ne semble pas s'apparenter à une formalité...



Certes l'Allemagne avait fait jadis à la France, suite à sa réunification et en complément de l'euro, des invitations pressantes à activer solidairement l'intégration politique européenne, tant auprès de François Mitterrand en cohabitation avec Edouard Balladur (cf. initiative Wolfgang Schäuble et Karl Lamers en 1994) qu'auprès de Jacques Chirac en cohabitation avec Lionel Jospin (cf. initiative de Joschka Fischer en 2000). Mais ces propositions ont été laissées sans suite par Paris. Cette double défection française, redevable tant à la droite qu'à la gauche, suivie en prime du rejet au référendum de 2005 d'un traité constitutionnel européen cher à l'Allemagne, n'aura pas empêché ces personnalités allemandes, dont la constance aura rivalisé avec l'esprit européen, de réaffirmer ces dernières années que leurs propositions demeuraient toujours d'actualité. Mais ceci reste-t-il possible ?

Car le rapprochement engagé depuis l'élection présidentielle avec Angela Merkel, et la sympathie visible de celle-ci pour l'ardeur libérale et réformatrice du jeune président, n'auront pas effacé comme par miracle les profondes différences structurelles entre une France centralisée, verticale, gaullienne, volontiers missionnaire mais allergique à tout fédéralisme – comme Emmanuel Macron s'est empressé de le confirmer à sa façon – et une Allemagne tout aussi décentralisée, provinciale, parlementaire, pragmatique et profondément fédérale, largement donc aux antipodes de son voisin d'outre-Rhin.

Et quelques puissent être les bonnes volontés de part et d'autre pour resserrer les liens et relancer l'Europe, beaucoup d'eau a coulé avec ce nouveau siècle entre les deux rives du Rhin. L'Allemagne a ainsi inscrit sa réunification dans une stratégie continentale et mondiale bien à elle, et trouvé des avantages à son recentrage sans trop de partage au sein d'une Europe élargie, retaillée à ses mesures par-delà les cicatrices de l'histoire. On ne saurait en dire autant de ce côté-ci du Rhin.

Enfin, les dernières élections allemandes du 24 septembre compliquent encore l'exercice. Le retour des sociaux-démocrates dans l'opposition, comme l'entrée des libéraux dans la nouvelle coalition d'une Angela Merkel affaiblie par la contre-performance des chrétiens-démocrates, sans oublier les progrès historiques des eurosceptiques de l'AFD, ne vont pas faciliter l'objectif d'infléchir Berlin pour mutualiser davantage l'union monétaire, partager les budgets de défense et d'interventions extérieures, avancer sur l'Europe sociale et débloquer l'Europe fiscale.

Un observateur impartial pourrait en déduire que seul un miracle permettra aujourd'hui de rattraper le temps perdu. Il est vrai qu'Emmanuel Macron en a déjà réussi un à l'échelle hexagonale. Mais trouvera-t-il son écho à l'échelle européenne ?

### **Les perspectives au final : réforme refondatrice ou refondation réformatrice ?**

Au stade actuel, l'accord de tous sur la nécessité de relancer l'Europe butte sur des différences persistantes d'analyse et de conception entre deux approches.

L'approche Juncker, appuyée sur une expérience sans égale des arcanes européennes dont il a occupé presque tous les postes sous presque tous les angles, se veut réformatrice, communautariste, œcuménique et pragmatique. Et les réformes qu'il propose visent juste quand elles mettent l'accent sur les incohérences d'une Europe qui n'a pas choisi entre une conception communautaire et une conception intergouvernementale, sans non plus trouver le juste équilibre et la bonne complémentarité entre les deux, et qui en paie aujourd'hui la facture.

L'approche Macron, appuyée sur la volonté de contrer frontalement l'euroscepticisme ambiant, revendique une refondation ambitieuse de l'Europe avec ceux qui le voudront, n'hésitant pas à secouer



---

un conservatisme institutionnel, ni à voir dans la Commission européenne davantage un secrétariat d'intérêt commun, certes indispensable, plutôt qu'un exécutif politique d'envergure fédérale, se gardant par contre de mettre en cause toute responsabilité intergouvernementale dans le constat, pourtant partagé avec Juncker, que la construction européenne a fini par mal tourner.

Cette dualité entre deux conceptions de l'Europe, l'une à dominante communautaire et l'autre à dominante intergouvernementale, restera sans doute durable sinon pérenne : l'Union n'a pas fini de ressembler à ces anciens blasons impériaux à deux têtes. Gageons qu'Angela Merkel cherchera pour sa part à maintenir une complicité et des marges d'impulsion avec Emmanuel Macron, mais sans se distancier ni de Jean-Claude Juncker, ni de sa propre coalition fédérale, ni de ses autres partenaires européens notamment d'Europe centrale, ni d'une méthode communautaire à l'origine des traités fondateurs et de tous les succès de la construction européenne.

Alors, réforme refondatrice ou refondation réformiste ? Peu importera sans doute le flacon et son étiquetage s'ils portent remède à l'arthrose des dernières années. Il est temps pour l'Europe d'adopter le pragmatisme du précepte chinois qui leur a si bien réussi : peu importe la couleur du chat s'il attrape la souris. Ou encore la sagesse du précepte britannique qu'ils ont trop oublié : ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain !

Bruno VEVER,  
délégué général d'Europe et Entreprises



---

## Où est l'Europe ?

François-Xavier BELLEST

---

### Questionnement !

Lorsque je pose cette question, et vous vous en doutez, il ne s'agit pas de situer l'Europe sur un planisphère ! Non, je pose cette interrogation, car je soupçonne l'Europe d'être perdue, voire paumée, tout comme nombre de citoyens européens que je suis également.

Alors, où est l'Europe ? Bonne ou mauvaise question, je n'ai pas personnellement la réponse. Une chose est certaine, nous avons « besoin » de cette Europe, mais personne ne semble s'inquiéter de cette nécessité... Pourquoi cette question me direz-vous ? D'autant que je la pose à travers cette lettre à vous, lecteurs et lectrices, plutôt pro-européens.

### Avenir à venir...

Nous sommes en 2017, et m'en revenant sur les mêmes propos de mon article précédent, l'Europe a soixante ans : elle reste encore une adolescente dans le Monde qui l'entoure. Seulement, si elle a été capable de s'émanciper sur certains sujets, sur certains dossiers, elle tarde à exister par elle-même. Et sur ce point, elle ne le peut pas. Elle est empêchée par la vague souverainiste des pays qui en sont membres. Pire, de plus en plus, elle demande aux États membres de prendre la décision à sa place. Nous l'avons vu récemment sur la problématique du glyphosate, où l'Europe rejette sur les États membres la responsabilité de dire oui ou non. Mais il y a bien d'autres points encore où nous ne comprenons pas ses prises de position, son absence de transparence, voire de communication tout simplement. Prenons, entre autres exemples, le cas du recyclage des déchets. L'Europe traite un tiers de ses déchets en Chine. On peut considérer cet état quasi normal, tant le commerce des matières manufacturées est important avec ce partenaire. Juste pour comprendre, 50% des déchets mondiaux sont recyclés en Chine. Beaucoup sont des plastiques (importés d'Europe et des États-Unis) qui, une fois traités et fondus, servent de matière première à la fabrication d'objets de consommation courante, pour ensuite être réexportés. Mais fin octobre, la Chine a fermé ses frontières aux déchets occidentaux (24 types de déchets sont concernés) au titre de la réduction des particules fines dans l'atmosphère. Ce genre de nouvelle est une catastrophe pour l'Europe. En effet, elle est sous-équipée pour traiter cette masse nouvelle. Ok ! Tout problème trouve une solution, normalement. Mais, devant un tel enjeu, pourquoi l'Europe n'a-t-elle pas réagi en prenant les mesures nécessaires qui s'imposent ? Quitte à être la première « organisation » qui va déranger le commerce et infliger une taxe sur le traitement du déchet qui est « consommé sur place ». Puisque la Chine impose ses normes, pourquoi l'Europe n'imposerait-elle pas les siennes ? L'annonce de la Chine sur ces questions écologiques est quasiment passée inaperçue dans le monde... et pour cause ! L'Europe, à court terme, va vivre de mauvais jours dans cette crise de déchets.



## Immobilisme...

Cet exemple, parmi d'autres comme les prémices de la mise en place d'une armée européenne, pourrait paraître mineur face à d'autres dossiers bénéficiant d'une plus large audience. Les « emExit\* », l'euro, le terrorisme, la Turquie, la Crimée, la crise du beurre, les nationalismes, les réfugiés des guerres sont autant des sujets qui passionnent et interpellent que d'autres. Plus récemment des mouvements sécessionnistes au sein d'États membres, comme la volonté d'indépendance de certains Catalans, interpelle. Mais où est l'Europe dans tout cela ? Lorsque le rêve, ou le cauchemar, catalan s'est invité dans l'espace médiatique, qu'a donc dit l'Europe ? Rien. L'Espagne s'est alors lancée dans une course-poursuite, judiciaire et médiatique, plongeant les uns et les autres dans des interrogations sans fin ! Personnellement, je ne sais pas ce qui est bon ou non pour les Catalans, ce qui est bon ou non pour les Espagnols, ce qui est bon ou non pour les Européens. Je ne suis ni Espagnol ni Catalan, mais je suis Européen. Je ne connais pas la constitution espagnole, et il m'est difficile de prendre une position sans connaître ; mais j'aurais aimé que l'« Europe » m'explique tout cela... L'Europe, elle le sait ! Et l'Europe, je connais ! Ce qui manque à cette Europe menacée d'immobilisme, est simplement une prise de parole et des actions.

## Interrogation...

Ce manque d'action et cette absence de prise de parole m'amènent à m'interroger sur les articles que je rédige avec mon éditorialiste et ami, Bruno Vever, délégué général d'Europe et Entreprises, dont je suis moi-même administrateur. Bruno et moi rédigeons cette Lettre d'Europe et Entreprises. Nous nous efforçons de traduire et d'expliquer l'Europe à nos lecteurs et lectrices, avec nos mots et nos ressentis. Nous sommes lus, je n'en doute pas !

Seulement, nous nous sentons un peu seuls, et préférerions partager cette tribune avec d'autres, mais à ce jour en vain ! Le sujet intéresse, c'est une certitude. Certes, il faut du recul et prendre du temps pour écrire un article, je le reconnais. Mais pourquoi ne pas prendre un peu de son temps pour défendre ici une idée, là une méthode (et je fais référence ici à la méthode de Jean Monnet, entre autres)

Personnellement, je suis coincé par cette passivité de l'Europe face aux enjeux mondiaux et la confidentialité de notre Lettre. Le danger est la lassitude, l'affaiblissement et le déclin de ne plus savoir où est l'Europe... J'ai l'impression de me répéter dans mes articles, voyant cette Europe immobile ou maladroite, alors même qu'elle aurait de multiples occasions de s'exprimer, de prendre position, d'être l'initiatrice de quelque chose sur un plan mondial. De sortir du lot, quoi !

Mais je rêve... Je rêve d'une autre Europe qui peine à se dessiner, faute de volonté des États membres, préférant s'occuper de leur pré carré au lieu de dessiner l'avenir des futures générations. Oui, à l'instar de cet autre indigné qu'on aurait bien raison de se rappeler aujourd'hui, I have a dream...

François-Xavier BELLEST,

Sémiologue, administrateur d'Europe et Entreprises

\* **emExit** : comprendre les « états membres (em) qui souhaite sortir (Exit) de l'Europe





---

## Europe et Entreprises à la veille d'un nouveau débat européen

---

Le conseil d'administration d'Europe et Entreprises réuni le 11 octobre à l'invitation du président Philippe Laurette au nouveau siège de la Maison de l'Europe 29 avenue de Villiers s'est centré sur les dernières péripéties de l'actualité européenne. On notamment été débattus :

. les difficultés rencontrées dans les négociations du Brexit depuis leur ouverture, avec des Britanniques apparaissant peu disposés à éclaircir et faciliter les discussions, tant sur le plan politique que budgétaire et commercial ;

. l'irruption soudaine de la crise politique catalane dans l'actualité européenne ;

. la proposition de Jean-Paul Delevoye, commentée par Philippe Laurette, de se voir prochainement préciser nos priorités européennes, en liaison avec le débat public annoncé par Emmanuel Macron ;

. les résultats des élections allemandes commentées par Markus Schmidt, vice-président exécutif de Robert Bosch GmbH, faisant apparaître des marges de manœuvre étroites pour la nouvelle coalition gouvernementale en voie de formation, avec le tassement subi par les chrétiens démocrates, les libéraux à nouveau au gouvernement, qui veilleront sans doute à préserver une gestion de l'euro suffisamment orthodoxe à leurs yeux, la participation également des verts, le retour par contre des sociaux-démocrates dans l'opposition, les progrès par ailleurs historiques des eurosceptiques de l'AFD, le tout créant une situation plutôt complexe pour Angela Merkel, y compris face au débat européen ;

. les récentes propositions pour une relance européenne, commentées par Bruno Vever, délégué général, qui ont été présentées à la Sorbonne par Emmanuel Macron, et au Parlement européen par Jean Claude Juncker, avec une volonté commune d'aller à nouveau de l'avant, mais aussi des différences sensibles d'approche sur les voies et moyens à privilégier : le président français a ainsi mis l'accent sur une refondation ambitieuse, d'initiative intergouvernementale ancrée sur un groupe de tête, notamment franco-allemand, s'appuyant sur un renforcement significatif de la zone euro, tout en favorisant et s'alimentant d'un débat public ; le président de la Commission est par contre apparu partisan de réformes plus ciblées, d'esprit et de méthode plus communautaires, et associant tous les Etats membres ;

. le constat que le débat politique européen, après des années d'assoupissement ou de congélation, entre à nouveau dans un phase active, tant entre les dirigeants politiques que sur la scène publique, avec la perspective imminente d'une remise en chantier des traités, revendiquée de façon pressante par Emmanuel Macron, l'année 2018 apparaissant d'ores et déjà comme cruciale sur tous ces plans, elle-même suivie au premier semestre 2019 de la campagne des élections du Parlement européen ;



. le manifeste du Comité Action Démocratie Europe (CADE) mettant en garde contre les risques d'un moins disant fiscal et social au sein de la zone euro, à l'initiative notamment de Bernard Barthalay suggérant des actions communes à ce sujet.

Suite au débat, il est convenu de :

. veiller aux conditions de lancement des « conventions démocratiques » sur l'Europe annoncées par Emmanuel Macron, et tirer parti de la relance du débat européen pour rediffuser nos analyses, critiques et priorités des dernières années qui avaient été laissées jusqu'à présent sans suite ;

. développer les réflexions communes et partenariats dans ce débat avec d'autres associations européennes militantes, y compris avec le CADE ;

. communiquer à Jean-Paul Delevoye nos principales priorités, notamment celles de notre appel de mars 2017 au sommet européen de Rome, ainsi qu'un argumentaire méritant de notre point de vue d'être opposé dans le débat public face aux eurosceptiques (voir l'argumentaire ci-après).

## **Souveraineté et citoyenneté face aux eurosceptiques : argumentaire d'Europe et Entreprises**

Depuis des années les nationalistes eurosceptiques s'affublent de qualificatifs « souverainistes » et « citoyens » sans qu'aucune justification ni projet crédible ne vienne légitimer, dans le monde tel qu'il est, des appropriations que bien peu osent pourtant leur disputer frontalement chez les pro-européens !

Alors que la virulence des attaques anti-européennes vise le plus souvent des errements, des échecs ou des impuissances relevant plutôt d'un déficit d'Europe, les pro-européens, au lieu d'actualiser dans une vraie perspective les préoccupations de souveraineté et de citoyenneté restent décontenancés, divisés, défensifs, inaudibles.

Pourtant qui ne saurait comprendre que seule une Europe unie sur ses valeurs et dans ses capacités saura défendre l'avenir des Européens dans un monde où ceux-ci représentent aujourd'hui 10% de la population, 20% de la production, mais aussi 50 % des transferts sociaux ? Et qui ne saurait admettre qu'il s'agit là du seul moyen de recouvrer, face aux nouveaux géants du monde, une souveraineté crédible et une citoyenneté effective ? Car le constat est clair, objectif, loin des slogans trompeurs :

### **Il n'y a plus pour les Européens de souveraineté crédible autre qu'européenne**

- l'euro qui cimente l'Europe fait respecter nos intérêts collectifs dans le monde
- achever l'UEM conditionne notre poids financier, économique, industriel
- une réciprocité dans les échanges et investissements tiers impose un front uni
- notre sécurité exige une puissance technologique et défensive commune
- les défis externes (terrorisme, climat, migrants) obligent d'intégrer nos moyens
- seule une politique extérieure unifiée peut permettre de peser dans le monde



## Il n'y a plus pour les Européens de citoyenneté effective autre qu'européenne

- l'exercice des droits citoyens ne peut se concevoir sans libertés européennes
- la défense des contribuables implique un front uni face aux multinationales
- la protection des droits sociaux oblige à définir un encadrement européen
- l'europeanisation des associations et entreprises exige des statuts communs
- l'extension des coopérations régionales appelle une relecture européenne
- l'importance vitale des décisions européennes impose une totale transparence

Cette souveraineté et cette citoyenneté élargies ne pourront toutefois guère s'affirmer sans prise de conscience des enjeux, tant entre les dirigeants que dans l'opinion, et sans rééquilibrage démocratique des institutions impliquant notamment une publicité des débats du Conseil européen, une généralisation des votes majoritaires, un budget européen à l'échelle des intérêts communs, un scrutin unique avec des listes transnationales aux élections du Parlement européen, et une Commission resserrée, concentrée sur l'intérêt européen, sans addition superfétatoire des nationalités.

Face aux souverainistes nationaux ancrés sur les générations passées, aujourd'hui honorées mais hier sacrifiées, il est temps de garantir aux nouvelles générations européennes une souveraineté crédible et une citoyenneté effective qu'elles ne nous pardonneraient pas d'avoir enterrées plutôt que fortifiées pour assurer l'avenir.

---

### EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901  
Maison de l'Europe de Paris  
29 avenue Villiers  
75017 Paris  
[www.europe-entreprises.com](http://www.europe-entreprises.com)

#### Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

*Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)*

Éditorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

*Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.*



EUROPE & ENTREPRISES  
Association for euro-entrepreneurs

*Lettres d'Europe et Entreprises – Novembre 2017 – n°78*